

## Table des matières

### ENERGIE – CLIMAT – ENVIRONNEMENT – LOGEMENT 3

- ANGELA MERKEL EN FAVEUR D'UNE RELANCE VERTE DE L'ECONOMIE POST COVID-19 3
- LA FRANCE ET L'ALLEMAGNE PLACENT LA PROTECTION DU CLIMAT AU CŒUR DE L'APRES CRISE COVID-19 3
- LES VERTS ET THINKS TANK EN FAVEUR D'UNE RELANCE VERTE DE L'ECONOMIE 3
- DES APPELS A UNE RELANCE ECONOMIQUE PRAGMATIQUE ET REALISTE 3
- NORD STREAM II 4
- POURPARLERS AVEC LES PAYS-BAS SUR UNE PARTICIPATION DANS LE GROUPE TENNET 4
- APPEL A PROJETS POUR LABORATOIRES DE LA TRANSFORMATION DU SYSTEME ENERGETIQUE 4
- LA FRAUNHOFER SOCIETY PROPOSE UNE FEUILLE DE ROUTE SUR L'HYDROGENE 4
- LEGERE REPRISE DE L'EXPANSION DE L'ENERGIE EOLIENNE 4
- DEVELOPPEMENT ENCOURAGEANT DE L'ENERGIE SOLAIRE 4
- CHANGEMENT A LA TETE DU GROUPE RWE 5
- NOUVEL APPEL D'OFFRES POUR LA BIOMASSE 5

### TRANSPORTS 5

- LE MARCHE DU VELO EN PLEIN ESSOR 5
- UN CONCEPT PAPER DE 20 MESURES POUR PENSER LA REPRISE DU TRAFIC AERIEN 5
- LE GROUPE LUFTHANSA MIS EN GRANDE DIFFICULTE PAR LA CRISE DU CORONAVIRUS 5
- LE GOUVERNEMENT AU CHEVET DE LA DEUTSCHE BAHN 5
- LE FRET FERROVIAIRE ENTRE DUISBURG ET LA CHINE A ATTEINT UN NIVEAU RECORD AU MOIS D'AVRIL 6

### ENTREPRISES ET INTERNATIONAL 6

- COVID. LE GOUVERNEMENT FEDERAL ANNONCE PLUSIEURS MESURES PONCTUELLES EN FAVEUR DU TOURISME 6
- COVID. BAISSA DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ET MANUFACTURIERE EN MARS 6
- COVID. LA COMMISSION EUROPEENNE S'INQUIETE D'UNE POSSIBLE DISTORSION DE CONCURRENCE ENTRE L'ALLEMAGNE ET LES AUTRES ETATS MEMBRES DANS LES MESURES D'AIDES AUX ENTREPRISES 6
- COVID. LE GOUVERNEMENT FEDERAL ANNONCERA UN PLAN DE SOUTIEN AU SECTEUR AUTOMOBILE FIN MAI DEBUT JUIN 6
- COVID. 121 M DE MASQUES LIVRES PAR LE GOUVERNEMENT FEDERAL, 22 M DE MASQUES EN TISSU PRODUITS PAR SEMAINE 7
- LA BRANCHE TOURISME DE REWE ACQUIERT UN CONCURRENT TCHEQUE EN PERIODE DE COVID-19 7
- EN PLEINE CRISE, LA DIRECTION DE BASF ET LES PARTENAIRES SOCIAUX SIGNENT UN ACCORD DE NON LICENCIEMENT 7

- **LA FEDERATION DES MACHINES-OUTILS S’ALARME DE L’AMPLEUR DES CONTREFAÇONS, NOTAMMENT EN PROVENANCE DE CHINE** 7

**NUMERIQUE – INNOVATION** 7

---

- **MISE EN PLACE DU PLAN D’AIDE AUX START-UPS** 7
- **LE GOUVERNEMENT ALLEMAND OPTÉ FINALEMENT POUR UNE SOLUTION DECENTRALISÉE DANS LE CADRE DE L’APPLICATION DE TRACKING- CORONAVIRUS** 8

## **ENERGIE – CLIMAT – ENVIRONNEMENT – LOGEMENT**

### ***Angela Merkel en faveur d'une relance verte de l'économie post Covid-19***

Lors du 11<sup>ème</sup> dialogue de Petersberg sur le climat qui s'est tenu les 27 et 28 avril en visioconférence, la chancelière Angela Merkel a [plaidé](#) pour que la protection du climat et celle de la biodiversité soient prises en compte dans les plans de relance économique à la hauteur des enjeux de la crise sanitaire, économique et écologique. Elle a souligné la responsabilité de la communauté internationale dans la mise en œuvre l'accord de Paris et salué, pour la 1<sup>ère</sup> fois, l'importance d'un rehaussement de l'ambition climatique de l'UE de 50 à 55% pour 2030 afin de parvenir à l'objectif de neutralité climatique d'ici 2050. A cet égard, elle a toutefois tenu à préciser, le 13 mai au Bundestag (dans la continuité de la prise de position de son groupe parlementaire le 12 mai, cf. infra), qu'une renégociation de la clé de répartition était nécessaire, au risque de faire peser un fardeau disproportionné à l'Allemagne. La ministre fédérale de l'environnement, Mme Schulze (SPD) avait précisé auparavant, lors du [Digital Global Solutions Summit 2020](#), que la lutte contre le changement climatique devait devenir un « moteur de la croissance et de l'innovation » après la crise du covid-19. Elle avait signé les tribunes politiques initiées par le Danemark (le 10 avril) et Pascal Canfin (le 14 avril) en faveur d'une relance verte de l'économie.

### ***La France et l'Allemagne placent la protection du climat au cœur de l'après crise Covid-19***

La déclaration des deux présidents de l'assemblée parlementaire franco-allemande du 6 avril, celle du [GT Meseberg sur le climat](#) du 28 avril et [l'initiative franco-allemande pour la relance européenne face à la crise du coronavirus](#) du 18 mai ont permis de partager des orientations et un signal forts sur la mobilisation de nos pays en faveur d'un Green Deal qui doit revenir au premier rang des préoccupations européennes : la relance européenne doit être verte, soutenir l'économie décarbonée et les énergies renouvelables. Parmi les priorités partagées : accélérer la relance verte dans le cadre du Green deal afin de joindre la relance de l'économie et le défi climatique ; soutenir l'objectif de rehaussement de l'ambition climatique de l'UE en 2030 ; mettre en œuvre des mécanismes permettant une tarification du carbone (prix-plancher) et éviter les fuites de carbone (mécanisme d'ajustement du carbone aux frontières) ; mettre en avant les outils de financement au service de la relance écologique ; élaborer, par secteur, une feuille de route pour une reprise respectueuse de l'environnement « incluant là où c'est nécessaire des cibles et/ou éco-conditionnalités.

### ***Les Verts et thinks tank en faveur d'une relance verte de l'économie***

Le parti des Verts, lors de leur Congrès virtuel le 29 avril, a adopté une [motion](#) « endiguer, redresser et renouveler » qui appelle à un programme d'investissements publics de 500 Md€ pour les 10 prochaines années et à un plan conjoncturel de soutien économique immédiat de 100 Md€ couplé à des éco-conditionnalités, notamment dans l'industrie et l'automobile. Le Ministre-président du Bade-Wurtemberg, Winfried Kretschmann, a invité les militants, malgré des sondages en baisse (de 22-23% d'intentions de vote mi-mars à 14-19% fin avril), à garder « la tête froide » et à fixer « le cap afin d'élaborer une politique après la crise en se concentrant clairement sur ses questions essentielles : le climat et l'Europe. » Par ailleurs, les think tank multiplient les propositions : Agora Energiewende formule des [propositions](#) pour un paquet d'investissements en faveur du climat de 100 Md€ ; Germanwatch appelle à un positionnement fort de l'Allemagne dans le cadre du Green Deal et exhorte le cabinet climat à y jouer un rôle central.

### ***Des appels à une relance économique pragmatique et réaliste***

Acteurs politiques et économiques exhortent les pouvoirs publics à ne pas surcharger, sur le plan environnemental, les entreprises en période de sortie de crise. Si la fédération allemande de l'industrie (BDI) appelle à un plan de relance climatique pour promouvoir les investissements de long terme dans les technologies décarbonées, elle demande, à court terme, un allègement des charges et assouplissement des règles environnementales. Une politique climatique ambitieuse exige un volontarisme et des capacités d'investissements élevés, deux conditions difficilement réunies. Quant au Conseil économique de la CDU, il appelait, début avril, à un réexamen des orientations climatiques prises qui « pèsent sur l'économie allemande et font obstacle à la reprise », tout en mettant en garde contre un cavalier seul de l'Allemagne. Dans ce contexte, le groupe parlementaire de la CDU/CSU au Bundestag a exhorté l'Allemagne et l'Europe, dans un [document de position sur l'European Green Deal](#) publié le 12 mai, à plus de pragmatisme et de réalisme en matière de protection du climat, dans le contexte nouveau de la crise économique et sanitaire. Il invité à temporiser l'engagement de l'Allemagne en faveur d'un rehaussement de l'ambition climatique pour 2030, à défaut de renégociation de la clé de répartition entre Etats membres.

## *Nord Stream II*

Dans une décision préliminaire, l'Agence fédérale allemande des réseaux (BNetzA) a rejeté la demande de Nord Stream 2 AG visant à exempter le gazoduc de la mer Baltique de la réglementation européenne, au motif qu'il n'est pas achevé. Le règlement européen stipule que la propriété et l'exploitation d'un gazoduc ne doivent pas être entre les mêmes mains et que les opérateurs doivent accorder l'accès aux concurrents. Les travaux sur le pipeline sont suspendus depuis décembre en raison des menaces de sanctions de Washington fermement opposé au projet. Néanmoins, le navire spécial russe chargé de poser les dernières conduites de gaz du gazoduc Nord Stream 2 de la mer Baltique a atteint la baie de la mer Baltique près de Kaliningrad (Königsberg). Vladimir Poutine, avait déclaré en janvier dernier que la Russie pourrait achever le projet par ses propres moyens, soit les 5% restant, d'ici la fin de cette année ou le début de 2021.

## *Pourparlers avec les Pays-Bas sur une participation dans le Groupe Tennet*

Les gouvernements des Pays-Bas et de l'Allemagne ont signé un protocole d'accord visant à étendre leur coopération dans le secteur de l'énergie avec en outre, la possibilité d'une participation de l'État allemand dans Tennet, holding détenu à 100% par les Pays-Bas, qui opère en tant que gestionnaire de réseau de transport (GRT) dans les deux pays. Le réseau de transport d'électricité en Allemagne est opéré entre quatre opérateurs : Tennet au Nord, 50Hertz à l'Est, Amprion à l'Ouest et TransnetBW au sud. Néanmoins, Tennet supporte la principale charge financière de l'expansion du réseau car la production d'électricité se déplace de plus en plus vers les régions venteuses du nord, d'où l'électricité doit être transportée vers les centres de consommation de l'ouest et du sud de l'Allemagne. Tennet a chiffré les besoins en investissement à 35 Mds euros d'ici 2028. D'après le ministre néerlandais des finances, une participation de l'État allemand dans Tennet serait le scénario privilégié pour couvrir ses besoins en capitaux. Le processus de négociation qui s'amorce devrait prendre plusieurs mois. Si cette opération arrive à son terme, ce sera la deuxième participation de l'Etat allemand dans un gestionnaire de réseau de transport. En effet, en 2018, le gouvernement allemand avait déjà acheté 20 % (via la KfW) de la société 50Hertz pour empêcher un investisseur chinois d'entrer sur le marché.

## *Appel à projets pour laboratoires de la transformation du système énergétique*

Le ministère fédéral de l'économie a annoncé le lancement d'un deuxième appel à projet « véritables laboratoires de la transformation du système énergétique » dans le cadre du 7<sup>ème</sup> programme de recherche énergétique du gouvernement. Le but : tester des technologies innovantes à l'échelle industrielle dans un environnement réel. L'accent est mis sur le passage de l'énergie produite par le charbon au gaz.

## *La Fraunhofer Society propose une feuille de route sur l'hydrogène*

Une feuille de route sur l'hydrogène établie par l'association de recherche Fraunhofer Society table sur une capacité de production de 50 à 80 GW en Allemagne d'ici 2050. La technologie de production d'hydrogène vert (à partir d'énergies renouvelables par électrolyse) est considérée comme un élément décisif de la politique industrielle en Allemagne, non seulement pour la production de l'hydrogène nécessaire dans ce pays, mais aussi comme option de flexibilité dans le réseau électrique allemand et technologie de base pour le marché d'exportation international. Les fabricants allemands d'électrolyse et de piles à combustible pourraient obtenir une valeur ajoutée d'environ 32 Mds euros, sur la base d'une estimation de la capacité mondiale d'électrolyse installée atteignant 3 000 GW en 2050.

## *Légère reprise de l'expansion de l'énergie éolienne*

D'après l'Agence fédérale pour l'énergie éolienne, la construction de parcs éoliens terrestres a très légèrement repris au premier trimestre 2020. Si 107 turbines d'une puissance totale de 348 MW ont été mises en service entre janvier et mars, cela signifie toutefois encore 60 % de moins que la moyenne des premiers trimestres de 2014 à 2018.

## *Développement encourageant de l'énergie solaire*

Les trois premiers mois de 2020, en dépit de la crise sanitaire, ont été très favorables au développement de l'industrie de l'énergie solaire. Fin février, les installations solaires photovoltaïques avaient atteint une capacité d'environ 50 GW. Le fabricant de modules photovoltaïques Solarwatt a notamment vu ses ventes augmenter de 60 % par rapport au premier trimestre de l'année dernière. Cependant, le plafond limitant l'aide gouvernementale aux nouvelles installations photovoltaïques à une capacité totale de 52 gigawatts (GW) limite le développement du secteur. Une suppression du plafond est attendue et fait partie d'un ensemble de mesures plus large en discussion depuis des mois.

## ***Changement à la tête du Groupe RWE***

Agé de 47 ans, et actuellement directeur financier de RWE, Markus Krebber remplacera l'actuel PDG Rolf Martin Schmitz à la tête du groupe énergétique RWE au 1er juillet 2021. Le choix de M. Krebber marque la volonté de réorientation stratégique de RWE de devenir un leader mondial dans le domaine des énergies renouvelables.

## ***Nouvel appel d'offres pour la biomasse***

Les résultats du premier appel d'offres pour la biomasse cette année sont décevants pour l'industrie. À la date limite de soumission des offres, début avril, un volume de 167 770 kW avait fait l'objet d'un appel d'offres. L'Agence fédérale des réseaux n'a accepté que 38 offres pour un volume de 90 456 kW. Pour les experts du secteur, ces résultats montrent qu'un changement du cadre juridique pour la biomasse dans le cadre du projet EEG 2020 est nécessaire pour maintenir et accroître la contribution de la biomasse à l'approvisionnement du pays en énergie renouvelable.

## **TRANSPORTS**

### ***Le marché du vélo en plein essor***

En 2019, 4,31 millions de vélos ont été vendus en Allemagne dont 1,36 million de vélos électriques portant à 75,9 millions leur nombre total dans le pays. Les récents amendements au code de la route visant à rendre le vélo plus sûr (instauration d'une distance minimale pour les véhicules à moteur lorsqu'ils dépassent les cyclistes, amendes plus élevées pour le stationnement sur les pistes cyclables -100€ et un point de permis) ainsi que la crise sanitaire ont largement profité à ce mode de transport. Entre fin janvier et fin mars, la part du vélo dans la mobilité urbaine aurait augmenté de 250%. Dans de nombreuses villes à travers le pays, des pistes cyclables temporaires ont été mises en place ; c'est le cas à Berlin où 8,2 kilomètres ont été tracés dans le quartier de Friedrichshain-Kreuzberg.

### ***Un concept paper de 20 mesures pour penser la reprise du trafic aérien***

Un document d'orientations a été proposé au gouvernement fédéral par la fédération de l'industrie aéronautique allemande. Cet ensemble de propositions, coordonné entre les compagnies aériennes et les aéroports allemands, propose d'encadrer la phase de reprise pour une période initiale de 6 semaines. Celui-ci esquisse des propositions de mesures sanitaires envisagées dans le cadre d'une reprise du trafic aérien. Les principales propositions prévoient entre autres, pour les passagers, le port du masque obligatoire dès l'embarquement et jusqu'à la sortie de l'avion (incluant toute la durée du vol); le ralentissement des processus d'embarquement et de débarquement pour faciliter l'espacement (également sur les tapis à bagages); utilisation de bus plus nombreux pour acheminer les passagers à leur avion/au terminal ; des zones d'attentes plus aérées.

### ***Le groupe Lufthansa mis en grande difficulté par la crise du coronavirus***

Au premier trimestre 2020, Lufthansa a enregistré une perte de son résultat d'exploitation de 1,2Md€. Rien qu'en mars, le groupe a perdu un peu moins de 1,4Md€ de chiffre d'affaires. Sur l'ensemble du trimestre, le chiffre d'affaires n'est que de 6,4Mds€ (contre 7,8Mds€ l'année dernière). Bien que le groupe dispose actuellement d'un total de 4,4Mds€ de trésorerie et d'équivalents de trésorerie suite au renouvellement de ses emprunts, ceux-ci sont amenés à diminuer considérablement dans les prochaines semaines et le groupe ne s'attend pas à pouvoir couvrir ses besoins en capitaux par de nouveaux emprunts sur les marchés. Lufthansa indique donc être « en négociations intensives » avec les gouvernements allemand, suisse, autrichien et belge et discuter de divers instruments de financement pour maintenir la solvabilité du groupe à court terme. Outre les garanties de prêts, l'implication directe des gouvernements serait à l'étude.

### ***Le gouvernement au chevet de la Deutsche Bahn***

Le gouvernement fédéral envisagerait de soutenir la Deutsche Bahn (DB) avec une recapitalisation de près de 7Mds€ visant à compenser plus de la moitié des pertes attendues liées la crise du coronavirus (estimées à 13,5Mds€ dans un scénario pessimiste). Une augmentation de capital est envisagée et le plafond d'endettement de la DB pourrait être relevé. Une première tranche de 4,5Mds€ pourrait être débloquée dans les prochaines semaines, sous réserve de l'accord de la Commission européenne, qui devrait poser des conditions sur la localisation du capital. En contrepartie, le groupe s'engage à des économies massives sur les coûts de personnel et de matériel. Le syndicat des chemins de fer (EVG) a fait fuiter dans la presse que 10000 emplois pourraient être supprimés et que sur les 5Mds€ d'économies proposés par la DB en échange d'une aide d'Etat, 2,2Mds€ pourraient être économisés uniquement en coûts de



personnel (arrêt de la moitié des formations et des recrutements urgents). En 2020, le groupe prévoyait le recrutement de 25 000 employés.

### ***Le fret ferroviaire entre Duisburg et la Chine a atteint un niveau record au mois d'avril***

50 trains par semaine ont fait la liaison en avril contre une moyenne de 35 à 40 trains par semaine avant la crise.

## **ENTREPRISES ET INTERNATIONAL**

### ***COVID. Le Gouvernement fédéral annonce plusieurs mesures ponctuelles en faveur du tourisme***

Le Gouvernement fédéral a annoncé, fin avril-début mai, plusieurs aides ponctuelles destinées à venir en aide au secteur du tourisme et de la restauration, quasiment à l'arrêt depuis le début de la crise. La TVA appliquée dans le secteur de la restauration sera réduite à 7 % à partir du 1er juillet et jusqu'au 30 juin 2021 contre 19% actuellement (sauf les ventes à emporter pour lesquelles le taux de 7% s'applique déjà, et sur les boissons). Le Cabinet fédéral a également validé une diminution partielle de charge pour les contrats en CDD dans la restauration jusqu'à fin 2020, soit un allègement fiscal de près 2,7 Mds EUR. Par ailleurs, après le refus de la Commission de remplacer le remboursement de voyages annulés (vols secs et séjours) par des bons d'achat, le Gouvernement a demandé au Ministère fédéral de l'Economie (BMWi) de formuler des propositions pour indemniser les passagers. Le BMWi envisagerait un fonds alimenté initialement par de l'argent public, pour indemniser immédiatement les passagers lésés qui en font la demande. Il serait ensuite remboursé peu à peu par les entreprises. Le BMWi a enfin annoncé, début mai, travailler à un programme de subventions supplémentaires destiné aux entreprises touchées sur le long terme par la crise. Il ne serait pas réservé au secteur du tourisme, mais ce dernier devrait en être le principal bénéficiaire. La presse évoquait un montant de 15 Mds EUR, non confirmé à ce stade.

### ***COVID. Baisse de la production industrielle et manufacturière en mars***

Selon l'Office fédéral de statistiques Destatis, la production (secteurs industriel, énergétique et construction) a chuté de 9,2 % en mars 2020 par rapport au mois précédent (-11,6 % en comparaison annuelle), soit le plus fort recul depuis le début de la série en 1991. Dans le détail, les productions de biens d'investissement, de consommation et intermédiaires baissent de respectivement 16,5 %, 7,5 % et 7,4 % ; la plus forte contraction dans le secteur industriel concerne la production automobile avec une baisse de 31,1 %. La production d'énergie baisse de 6,4 %, tandis que le secteur de la construction gagne 1,8 %. L'Office annonce également que les exportations ont reculé de 11,8 % et les importations de 5,1 % en mars 2020 par rapport au mois précédent (respectivement - 7,9 % et - 4,5 % en comparaison annuelle). L'excédent courant s'établit à 24,4 Md€, contre 30,9 Md€ en mars 2019.

### ***COVID. La Commission européenne s'inquiète d'une possible distorsion de concurrence entre l'Allemagne et les autres Etats membres dans les mesures d'aides aux entreprises***

Début mai, la vice-présidente de la Commission et Commissaire à la concurrence Mme Vestager s'est inquiétée de l'inégale répartition des aides d'Etat entre membres dans le cadre de la crise actuelle. Elle souligne que l'Allemagne concentre près de la moitié du total des aides notifiées, avec le risque, déjà en partie observé selon elle, d'une distorsion de concurrence au sein du marché intérieur. Elle appelle à une relance coordonnée.

### ***COVID. Le Gouvernement fédéral annoncera un plan de soutien au secteur automobile fin mai début juin***

Le 5 mai au lieu un sommet sur la situation de l'automobile, organisé entre la Chancelière fédérale, plusieurs Ministres (Economie, Finances, Transports, Environnement), les représentants de l'industrie (fédération de l'automobile VDA, VW, BMW et Daimler) et le syndicat IG Metall. Il a abouti à la création d'un groupe de travail sur les mesures de relance pour le secteur. Ce dernier devrait présenter des propositions de soutien axées sur des technologies innovantes, qui seront discutées début juin. L'idée de primes à l'achat fait débat. Avant la réunion, les Ministres présidents de Basse-Saxe, de Bavière et du Bade-Wurtemberg (Ministre Président Vert), les trois Länder où se concentre l'industrie automobile, se sont dits favorables à des primes à l'achat pouvant aller jusqu'à 4 000 EUR. Dans la presse, le Ministre fédéral de l'Economie s'est exprimé contre la mise en place de conditionnalités strictes, estimant nécessaire de remettre

sur pied l'économie « dans son ensemble. » Pour autant, une grande partie des députés, y compris au sein de la coalition, une majorité d'économistes et de fédérations de consommateurs sont réservées, voire opposées à l'idée telles primes.

### ***COVID. 121 M de masques livrés par le Gouvernement fédéral, 22 M de masques en tissu produits par semaine***

Selon l'Agence de presse allemande, le 4 mai, le Gouvernement fédéral avait acquis et livré 121 millions de masques de protection aux Länder et aux associations de médecins. Au total, le Gouvernement fédéral a passé commande de plus de 306 M de masques de protection, tous types confondus. En outre, 50 % des entreprises du secteur de la mode et du textile ont adapté leur production pour confectionner des tissus et des masques de protection. L'industrie produit environ 22 millions de pièces par semaine, selon la fédération du secteur.

### ***La branche tourisme de Rewe acquiert un concurrent tchèque en période de covid-19***

Début mai, la branche tourisme de la chaîne de grands magasins Rewe a annoncé l'acquisition de la société tchèque Fisher. Elle gère une soixantaine d'agences de voyages et de centres d'appel en Europe orientale. Le président de Rewe justifie cette acquisition par la période de covid-19, qui contraint les opérateurs à diversifier leurs investissements pour multiplier les opportunités de rebond au moment de la reprise.

### ***En pleine crise, la direction de BASF et les partenaires sociaux signent un accord de non licenciement***

Le 5 mai, la direction du chimiste BASF et les partenaires sociaux ont signé un accord portant sur le site de Ludwigshafen, siège et principal lieu de production du groupe avec 34 000 employés. Le document précise que la direction renonce à tout licenciement pour des raisons opérationnelles jusqu'au 31 décembre 2025. Il prévoit également qu'une moyenne d'1,5 Md EUR soit investie chaque année sur le site. L'accord remplace un précédent cadre, qui arrive à expiration fin 2020. Les syndicats ont salué les engagements, alors que le groupe a annoncé une réduction de ses bénéfices de près de 40 % au premier trimestre et avait déjà engagé en 2019 des mesures de réduction d'effectifs portant sur 6 000 emplois sur l'ensemble de ses sites.

### ***La fédération des machines-outils s'alarme de l'ampleur des contrefaçons, notamment en provenance de Chine***

La fédération des machines-outils (VDMA) publie une enquête sur l'ampleur de la contrefaçon de machines-outils. Les entreprises du secteur se plaignent de la reproduction non autorisée de pièces (64 %), du plagiat de plans (60 %) voire de machines complètes (40 %). Près de 75 % des membres du VDMA se disent touchés par ce phénomène, 90 % pour les plus grandes entreprises. Les dommages causés par ce phénomène sont estimés à près de 8 Mds EUR, en forte hausse depuis deux ans. La Chine représente plus de 60 % des ventes de produits de contrefaçons, selon les membres de la fédération interrogés. Elle est suivie de l'Allemagne (près de 20 %) et de la Russie (12 %).

## **NUMERIQUE – INNOVATION**

### ***Mise en place du plan d'aide aux start-ups***

Annoncé le 1er avril, le paquet de mesures de 2Mds€ à destination des start-ups, préparé par les ministères de l'économie et des finances en coopération avec la KfW et KfW Capital, est désormais finalisé. Il est prévu que les premiers fonds puissent être versés dès le mois de mai. Les mesures d'aide prendront effet rétroactivement à partir du 2 avril et resteront en vigueur jusqu'à la fin de l'année 2020 et reposent sur deux piliers: (i) pour les start-ups financées par du capital-risque, KfW Capital et le FEI pourront soutenir un tour de financement jusqu'à 70% à condition qu'au moins 30 % soient financés par des investisseurs privés ; (ii) pour les start-ups non financées par du capital-risque et les petites entreprises, la KfW accordera des prêts globaux aux banques de développement des Länder qui se chargeront ensuite de l'attribuer aux start-ups demandeuses à une échelle plus agile, via un canal connu de l'écosystème. Suite à la modification de la législation européenne sur les aides d'État, les banques de développement des Länder pourront agir avec souplesse pour des investissements jusqu'à 800k€.

## *Le gouvernement allemand opte finalement pour une solution décentralisée dans le cadre de l'application de tracking- coronavirus*

La solution PEPP-PT centralisée, développée conjointement avec l'Institut Robert Koch et qui avait jusque-là le soutien du gouvernement, avait fait l'objet de vives critiques ces dernières semaines autour des failles de sécurité liées à la protection des données. Le Ministre de la santé J. Spahn évoque comme principale raison de ce changement de cap « une acceptation plus élevée de cette solution ». Les utilisateurs pourraient néanmoins avoir la possibilité de « transférer volontairement des données au RKI sous une forme pseudonymisée pour faire avancer la recherche épidémiologique ».

### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Berlin (adresser les demandes à berlin@dgtesor.gouv.fr).

### Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

### Service Économique de Berlin

Adresse : Pariser Platz 5, 10117 Berlin, Allemagne

Rédigé par (par ordre alphabétique) : Alissa ABOUD, David ANTONI, Thomas JEANNIN, Emmanuel LAGRANDEUR-BOURESSY, Catherine LEGRAND, Laurence PAUC, Guillaume PRIGENT, Relu par : Etienne OUDOT DE DAINVILLE

Version du 12/07/2019